

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 134 (1989)
Heft: 12

Artikel: Guerre secrète en pays neutre... : un colonel suisse face au totalitarisme nazi
Autor: Weck, Hervé de
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-344965>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 30.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Un colonel suisse * face au totalitarisme nazi

par le lieutenant-colonel Hervé de Weck

Les archives officielles d'un service de renseignement restent longtemps inaccessibles et, lorsqu'on peut y accéder, elles ne révèlent pas toutes ses activités; la partie visible de l'iceberg n'est pas forcément la plus intéressante. Elles n'indiquent jamais comment les réseaux, les «lignes» ont été constituées, de qui provenaient les renseignements-clés stratégiques. Beaucoup d'opérations ne laissent pas de traces écrites.

«Débrouiller scientifiquement l'écheveau» nécessite un travail de bénédictin. Ne faut-il pas exploiter les archives des gouvernements qui ont fait l'objet d'investigations de la part du service de renseignement pour savoir dans quelle mesure les informations collectées, les appréciations de situation qui en découlent se révèlent conformes à la réalité? A quels moments les mesures de déception inhérentes à toute action politique et militaire ont-elles induit en erreur les spécialistes de la guerre de l'ombre? Churchill, au sommet de Téhéran en novembre 1943, soulignait qu'«en temps de guerre, la vérité est si précieuse qu'elle devrait toujours être préservée par un rempart de mensonges». Pour compléter, corriger ce qu'apportent les sources officielles, il

convient de mettre la main sur les papiers, les témoignages de personnes qui ont travaillé pour ce service de renseignement. L'exploitation de tels documents exige le recours à tout l'arsenal de la critique historique.

L'historien s'aventure donc rarement dans ce labyrinthe. En revanche, les journalistes, les auteurs avides de sensationnel, conscients de l'intérêt que le grand public porte à tout ce qui touche à l'espionnage et au travail d'agents style James Bond, publient des articles, des livres qui contiennent des révélations aussi fracassantes que fallacieuses. Un SR ne peut se limiter à des méthodes conformes à la légalité, voire à la morale; cela risque d'estomper chez les spécialistes qui y travaillent le sens de ce qui est permis et de ce qui ne l'est pas. Voilà des paramètres qui favorisent le succès commercial de telles publications! Les erreurs contenues dans ces ouvrages, inlassablement reprises, finissent par ressembler à des «vérités».

Pour sa thèse de doctorat à l'Université de Berne, Pierre Braunschweig

* Et, durant toute cette période, rédacteur en chef de la Revue Militaire Suisse.

a eu le courage d'étudier le travail du SR suisse pendant la Seconde Guerre mondiale, le rôle de son chef, le colonel brigadier Roger Masson, plus précisément ses contacts avec le général SS Walter Schellenberg¹. Ne convenait-il pas de reprendre tout le dossier après les passions pas toujours reluisantes suscitées par l'«affaire Masson» dans l'immédiat après-guerre et la publication d'une abondante littérature de circonstance²? Les archives du capitaine Meyer, alias Schwertenbach, un proche de Masson, celles de Wilhelm Lüzelbach, des fonds d'archives publiques et privées aux Etats-Unis et en Allemagne fédérale lui ont permis d'apporter une série de conclusions définitives sur la question.

Masson, le créateur du SR

Durant l'entre-deux-guerres, les autorités suisses restent peu conscientes de l'importance du renseignement stratégique. Jusqu'en 1937, la Confédération n'entretient pas d'attachés militaires auprès de ses représentations diplomatiques. Le chef du SR, pour remplir sa mission, peut compter sur un secrétaire et quelques officiers de carrière détachés provisoirement dans son service. En 1938, sur un budget de 50 000 francs, il ne dispose que de 3000 francs pour rétribuer des agents. L'enveloppe atteint 250 000 francs, en avril 1939³, alors que des insuffisances dans l'organisation de la recherche du renseignement en temps de paix se comblent difficilement après le début

d'un conflit. Par bonheur, des initiatives privées pallient dans une large mesure cette grave lacune. Miracle du patriotisme et de l'esprit de milice!

Le colonel Masson comprend très vite la stratégie nazie qui, fondée sur la surprise stratégique, utilise tous les moyens: la politique, la propagande, la guerre psychologique, l'économie et la force militaire se complètent selon un dosage subtil et adapté aux circonstances, ainsi qu'à la capacité de résistance de l'adversaire. Un service de renseignement efficace ne saurait donc se limiter au seul secteur militaire. Cette conception réaliste du

¹ Braunschweig, Pierre-Th.: *Geheimer Draht nach Berlin. Die Nachrichtenlinie Masson-Schellenberg und der schweizerische Nachrichtendienst im zweiten Weltkrieg*, Zurich, Neue Zürcher Zeitung, 1989, 528 p.

² Parmi les ouvrages à sensation dont le sérieux laisse à désirer, Kimche, Jon: *Un général suisse contre Hitler. L'espionnage au service de la paix*, Paris, Fayard, 1962. Accoce, Pierre; Quet, Pierre: *La guerre a été gagnée en Suisse*, Paris, Perrin, 1966. Parmi les témoignages, Wüst, René-Henri: *Alerte en pays neutre. La Suisse en 1940*, Lausanne, Payot, 1966. Pünter, Otto: *Guerre secrète en pays neutre. Les révélations d'un agent secret sur l'espionnage en Suisse contre le fascisme et Hitler, 1930-1945*, Lausanne, Payot, 1967. Le titre de notre compte rendu se veut le rappel de ces deux genres d'ouvrages.

³ Dépenses effectives du SR suisse:

- 1938	47 900.-
- 1939	190 000.-
- 1940	286 000.-
- 1941	300 000.-
- 1943	588 000.-
- 1944	748 000.-
- 1945	400 000.-



*Le chef du service de renseignement suisse,
et rédacteur en chef de la RMS,
le colonel brigadier Roger Masson*

colonel Masson provoque de nombreuses frictions avec le conseiller fédéral Pilet-Golaz. Durant tout le conflit, la collaboration avec le Département politique laisse à désirer. Les relations avec la police fédérale et les polices cantonales, qui devraient aider, voire protéger les agents du SR suisse, ne sont pas toujours au beau fixe. La compréhension de la Direction générale des douanes assure en revanche une excellente collaboration avec les gardes-frontière.

Masson, voilà son immense mérite, monte de toutes pièces un service de renseignement performant que de

nombreux Etats nous envient, mais il ne parvient pas toujours à surmonter les lourdeurs administratives. La mobilisation générale de septembre 1939 démantèle ses réseaux qui comptent des informateurs suisses, bénévoles le plus souvent, qui résident à des endroits «sensibles». Ceux-ci rejoignent le pays pour remplir leur devoir militaire. Jusqu'en 1945, le travail effectué officiellement au SR, organe du commandement de l'armée, ne compte pas comme service de troupe, si bien que les officiers de carrière comme les miliciens doivent «partir sous les drapeaux» ou fonctionner comme chefs de classe dans les écoles centrales et les cours EMG! En 1942, le chef du bureau «Allemagne», responsable en plus de l'exploitation au sein du SR, est absent pendant 157 jours. Masson lui-même refuse de prendre le commandement d'un régiment, attitude que le chef de l'état-major général Labhart critique vertement.

L'atmosphère de travail s'alourdit à certains moments comme dans n'importe quelle entreprise. Certains collaborateurs ont le souci de l'essentiel, le courage et le dévouement, d'autres ont la vue courte, se montrent jaloux ou autoritaires. Des intrigues se nouent, qui risquent de dévorer plus d'énergie que la recherche des ordres de bataille et des possibilités de l'ennemi éventuel. Le style de Masson explique ce genre de problème. Il prend beaucoup de décisions à la suite de conversations plus ou moins fortui-

tes, sans que les spécialistes en soient informés et aient l'occasion de donner leur avis. Aussi bien pour la recherche du renseignement que pour son exploitation, il ne fixe pas des concepts, adaptés à la situation et valables pour l'ensemble du service, qui résulteraient d'une conférence de situation au cours de laquelle tous les collaborateurs ont la possibilité de s'exprimer, avant que le chef donne ses directives et ses décisions.

La recherche et l'exploitation des renseignements

Un service de renseignement s'appuie sur des sources multiples et diversifiées. S'il ne dispose pas de cette vaste infrastructure, il se révèle incapable de réduire l'incertitude, de contrôler et de recouper les informations qu'il reçoit.

Dès le début du conflit, Masson utilise le réseau privé du capitaine Hausamann, bien que celui-ci, trop exalté, tende à confondre la mise en évidence des faits et leur interprétation. Roessler, alias «Lucy», qui travaille pour lui, fournira à des moments cruciaux des renseignements clés d'une remarquable exactitude. On ne peut en dire autant de l'attaché militaire à Berlin jusqu'en 1943, le colonel von Werdt, obnubilé par les succès de la Wehrmacht.

Les officiers envoyés en Allemagne rédigent des rapports, par exemple le capitaine Waibel qui suit les cours de l'Académie de guerre à Berlin et qui

travaille ensuite à la centrale du SR en Suisse. Il organise la ligne «Wiking» dont la source se trouve au quartier général du Führer. Malgré les réticences du Département politique, des diplomates-officiers, parfois des hommes de Masson, qui assurent l'acheminement du courrier diplomatique, reconnaissent des secteurs «intéressants» désignés par le SR, surtout dans le sud de l'Allemagne.

Des voyageurs de confiance, lorsqu'ils se rendent à l'étranger, reçoivent des missions; d'autre part, des spécialistes interrogent systématiquement les personnes qui rentrent au pays. Les douaniers prennent une part active à ce travail. Les déserteurs et les internés représentent une autre mine d'informations, à condition que les interrogatoires se prolongent sur une période suffisamment longue, ce qui leur donne la possibilité de réfléchir à ce qu'ils savent. Le capitaine Waibel prétend que 80% des résultats d'un interrogatoire dépendent de la qualité de l'interrogateur, 20% de la personne interrogée.

La presse allemande, bien qu'elle se trouve sous le contrôle du Ministère de la propagande, ne manque pas d'intérêt. Pour estimer les pertes, le SR suisse répertorie par exemple les annonces mortuaires des hommes appartenant à la Wehrmacht. A condition de se montrer habile, on découvre dans ces journaux des renseignements clés concernant les intentions nazies en politique intérieure et extérieure. Grâce aux photos et aux films alle-

mands, on arrive à déterminer le dispositif des troupes allemandes sur le front Est et l'organisation des étapes. Des photos, qui proviennent parfois de films, familiarisent les troupes suisses avec les matériels, la tactique et les techniques de combat de la Wehrmacht. Selon Masson, les possibilités que les médias, aussi bien allemands qu'alliés, ont offertes au service de renseignement apparaissent comme une des surprises de la guerre.

Entre 1940 et 1941, des spécialistes suisses exploitent le trafic radio des blindés allemands engagés en Afrique du Nord. Les émissions britanniques destinées aux résistants français donnent des résultats intéressants. Durant les derniers mois de la guerre à l'ouest et au nord de l'Europe, les messages des avions d'exploration et de liaison fournissent «en temps réel» des indications sur les emplacements des éléments de tête des troupes terrestres, ainsi que sur les centres de résistance des Allemands.

Les hommes de confiance et les agents restent malgré tout irremplaçables: ils fournissent des données d'une importance vitale, souvent en contradiction avec ce qu'annoncent les diplomates, les attachés militaires ou les sources alliées. En effet, les renseignements les plus sûrs, les plus propices à l'exploitation sont ceux que des hommes de confiance, agissant sur la base des directives de la centrale, collectent régulièrement dans un secteur donné ou à propos d'un domaine technique précis.

Selon le lieutenant-colonel Cuénoud, chef du bureau «Alliés», c'est «aux services rendus par nos agents recrutés, éduqués et orientés dans des conditions aussi difficiles que délicates, que nous devons plus du 75% des rapports que nous avons obtenus». Parmi eux, des officiers autrichiens incorporés dans la Wehrmacht qui manifestent des sympathies envers la Suisse. Certains agents se révèlent pourtant des brebis galeuses; ainsi Arthur Fonjallaz, le «colonel fasciste», qui appartient un temps au réseau des informateurs privés de Masson, se révèle être un agent double.

Au début de l'année 1945, la mobilisation totale proclamée par Goebbels empêche les hommes de confiance et les agents de travailler en Allemagne. L'impossibilité de se déplacer librement sur le territoire du III^e Reich, la désorganisation grandissante compliquent la recherche de renseignements. Les bombardements et les exodes de populations rompent constamment les lignes et les réseaux. La dépréciation du Reichsmark oblige le SR à payer ses collaborateurs allemands en nature ou en autorisations de séjour en Suisse. Ces difficultés, personne n'y avait pensé chez Masson. Ce sont pourtant des agents qui découvrent que le Réduit allemand, dont la propagande de Goebbels parle beaucoup, ne correspond à rien de concret.

A une époque marquée par la surprise stratégique, un service de



Deux têtes du service de renseignement suisse: à gauche, le cap EMG Alfred Ernst; à droite, le cap EMG Max Waibel, photographiés aux environs de la caserne principale à Thoune

renseignement ne saurait se contenter de tenir à jour les ordres de bataille des armées étrangères; il doit également déceler les intentions d'un adversaire

potentiel, ce qui se révèle extrêmement délicat, car elles peuvent rester cachées ou changer à n'importe quel moment, car elles sont définies au sommet de la

hiérarchie, dans un cercle très restreint. Le SR qui veut connaître ce qui se trame à ce niveau doit disposer d'une liaison «point-point». Masson croira l'avoir découverte en la personne de Schellenberg...

Apprécier les possibilités d'un adversaire potentiel semble plus facile, car elles dépendent de conditions matérielles difficiles à cacher (effectifs, performance et nombre des armes, possibilités d'engagement), mais aussi de la qualité de l'organisation, de l'état du moral et de la doctrine d'engagement. L'évaluation de ces paramètres non matériels est déjà moins évidente. Quoi qu'il en soit, on évitera de se concentrer exclusivement sur ce qu'on peut mesurer et compter, en négligeant les autres paramètres.

Masson établit une distinction entre le bulletin de renseignement et l'appréciation de la situation. Le premier ne présente que des données et des faits concernant les divers théâtres d'opérations; il ne les interprète pas et ne spécule pas sur l'avenir. Ce n'est que durant les périodes de relative tranquillité sur les différents fronts que le SR suisse arrive à exploiter dans ses bulletins les données dont il dispose et qui touchent à des aspects comme les pertes, l'engagement, la situation des transports.

L'appréciation de la situation n'établit pas seulement une synthèse de la situation politico-militaire en général; elle présente la situation de la Suisse dans ce cadre stratégique. Ce document, fondé sur les seules possibilités

immédiates de l'adversaire éventuel, c'est le chef du SR qui le rédige. Il effectue ce travail chaque fois que ces données peuvent influencer des mesures touchant à la défense nationale, qu'il s'agisse de mobiliser, de renforcer ou de diminuer les effectifs sous les armes, de déplacer le centre de gravité du dispositif stratégique.

La ligne Masson-Schellenberg

En novembre 1942, le débarquement allié en Afrique du Nord marque un tournant de la guerre que Churchill baptise pompeusement «le début de la fin». Hitler riposte en occupant le reste de la France. Il s'attend à une invasion de la péninsule italienne. Les lignes ferroviaires suisses à travers les Alpes prennent dès lors une grande importance stratégique. La Wehrmacht pourrait tenter de s'en emparer à titre préventif, avant même les opérations qui ne manqueront pas de se déclencher au printemps. D'autre part, Masson, comme Guisan, sait que les autorités allemandes ont mis la main sur des documents qui révèlent les conversations d'état-major franco-suisse entre septembre 1939 et mai 1940.

Voilà le contexte dans lequel le chef du SR suisse établit une «ligne» particulière avec le général SS Schellenberg. De cette manière, il veut faire comprendre aux Allemands que la Suisse se défendra contre toute agression, qu'elle vienne de la Wehrmacht ou du corps expéditionnaire allié. Il

désire aussi surmonter les difficultés suscitées par l'absence de collaboration entre le SR et le Département politique. De plus, il souhaiterait voir diminuer les activités de l'espionnage nazi contre la Suisse et régler des problèmes concrets comme la détention de son collaborateur Ernst Mörgele dans les geôles du III^e Reich. Cette démarche ne doit pas faire oublier que Masson a utilisé de nombreuses autres lignes particulières, ce que personne n'a jamais critiqué.

Quoi qu'il en soit, cette démarche aboutit, au début mars 1943, à deux entrevues entre Schellenberg et le général Guisan. Le commandant en chef, à cette occasion, répète l'inébranlable volonté de défense des autorités et du peuple suisses.

Au cours du même mois, une source sûre au quartier général d'Hitler annonce qu'Hitler et ses proches envisagent une invasion de la Suisse. Masson et Guisan prennent la menace très au sérieux. Qu'importe que les archives montrent que cette «alarme» ne correspondait à aucune mesure concrète de la part de la Wehrmacht: le commandement suisse y a cru!

Masson, qui se montre d'habitude réfléchi, prudent et réaliste, va prendre des initiatives difficilement compréhensibles. Au risque de dévoiler certaines de ses antennes éminemment bien placées, il cherche à recouper ces informations en passant par Schellenberg qui va bluffer et lui faire croire

qu'il a sauvé la Suisse en intervenant au quartier général du Führer. Masson ne semble pas se douter des intérêts qui peuvent sous-tendre l'apparente générosité du général SS. En collaboration avec Himmler et Kaltenbrunner, cherche-t-il de cette manière à entrer en contact avec les Alliés pour des pourparlers de paix, tout en supplantant les services de Ribbentrop? Pour ce faire, il a besoin d'un relais en Suisse.

La révélation de la ligne Masson-Schellenberg sème le trouble au sein du SR. Hausamann et Waibel s'opposent vivement à ce contact. L'«affaire» Masson tournera autour de cette péripétie qui, par bonheur, n'a pas causé de gros préjudices à la Suisse.

Le bureau «Ajoie» entre 1939 et 1945

Pendant la Seconde Guerre mondiale, le premier-lieutenant Denys Surdez travaillait pour le service de renseignement suisse et dirigeait le bureau «Ajoie» dont les locaux se trouvaient à la ferme de Waldegg, à proximité du château de Porrentruy. En 1985, dans un volume de souvenirs intitulé *La guerre secrète aux frontières du Jura*⁴, il semble surtout régler des comptes avec ses supérieurs de l'époque et déplorer qu'à la fin de la guerre, les autorités fédérales ne récompensent

⁴ Porrentruy, Editions Transjuranes, 1985, 127 p.

sent pas les agents suisses ou français qui avaient bien servi le SR suisse. Ce faisant, il oublie qu'un tel travail, toujours aux limites de la légalité et de la morale, ne suscite après coup que reproches et critiques. Le lecteur intéressé par les problèmes que pose la recherche du renseignement au-delà de la frontière reste sur sa faim. Le livre de Braunschweig permet de mieux comprendre le travail et les difficultés quotidiennes de Surdez.

Dès le début du conflit, Masson veut accélérer la recherche des renseignements et améliorer leur fiabilité; cette volonté débouche sur la création de «postes récepteurs» le long de la frontière. Le premier, à Porrentruy, fonctionne dès mai 1940, bientôt suivi par celui de Lausanne, de Neuchâtel et d'Yverdon. Chacun comprend un responsable assisté par un ou deux collaborateurs. Pour eux, il s'agit naturellement de recruter et d'instruire des passeurs, des responsables de boîtes aux lettres, des agents fixes ou itinérants, des informateurs, des indicateurs. Le bureau «Ajoie» aligne 20 agents en 1940, 50 en 1941, 100 en 1942; leur nombre s'élève à 250 en 1943, pour retomber à 130 en 1944. Il cessera ses activités en janvier 1945.

Le premier-lieutenant Surdez, comme son successeur le lieutenant Faller, s'occupe de la France, de la Belgique et de la Hollande, recueillant également des informations concernant la Grande-Bretagne. Il établit des liaisons radio jusqu'en Pologne! Son effort principal, il l'effectue pourtant en

Alsace, dans l'est de la France et en Allemagne du Sud. Il recueille des informations en faisant interroger les voyageurs qui se présentent à la frontière, les prisonniers de guerre évadés, ainsi que les réfugiés.

Jusqu'en juin 1940, son travail reste relativement facile car, selon le lieutenant-colonel Cuénoud, «le Français, de nature causeur et insouciant, racontait volontiers ce qu'il savait. Le service de garde de l'armée française, pas toujours très sérieux, présentait de nombreuses lacunes que nous avons exploitées.» Avec l'arrivée de la Wehrmacht à la frontière ouest de la Suisse, la plupart des sources de renseignement disparaissent. Personne, dans les services du colonel Masson, n'avait prévu une telle hypothèse. Il faut donc remettre sur pied une organisation, alors que les mesures draconiennes prises par les Allemands dissuadent Français et Suisses de faire du renseignement et que la formation d'un agent exige beaucoup de temps.

Surdez éprouve aussi d'énormes difficultés à se procurer les documents officiels indispensables (papiers d'identité, cartes d'alimentation, «Ausweis» divers) pour les missions qu'il organise, si bien que ses gens devraient se déplacer clandestinement, qu'ils ne pourraient ni manger au restaurant, ni loger à l'hôtel. Il serait donc suicidaire d'engager des Suisses comme agents itinérants; on choisit des ressortissants français qui connaissent parfaitement le pays et peuvent compter sur des proches et des amis.



Le colonel brigadier Masson en conversation avec le chef de l'état-major général Huber, dans le jardin du château de Gümligen en 1942

Comme il se révèle impossible de payer ces collaborateurs avec de l'argent français (le trafic de devises est interdit), le bureau «Ajoie» les laisse faire du renseignement *et* de la contrebande. Voilà pourquoi le chef du poste

de douane de Boncourt écrit dans un rapport que ces personnes «travaillèrent d'abord assez correctement, nous eûmes plus tard souvent l'occasion de constater qu'elles s'occupaient plutôt de la contrebande, laissant à l'arrière-

plan le souci de recueillir les précieux renseignements. L'activité du groupe du plt Surdez notamment laissa beaucoup à désirer (...).»

La Gestapo est partout: elle paie si bien ses indicateurs français que la délation atteint un niveau effrayant. Le risque d'engager des agents doubles ne cesse d'augmenter. Une personne chargée d'établir des liaisons avec l'Alsace va dénoncer des membres du réseau. Les responsables du bureau «Ajoie» oublient des principes élémentaires: le cloisonnement reste inexistant, des agents se constituent des archives qui seront fort utiles au... contre-espionnage allemand; les douaniers reçoivent la liste des personnes appelées à passer la frontière dans le cadre de leurs missions! «Pour faciliter le passage de ces agents, écrit le chef du poste de Boncourt, on nous communiqua leurs noms et parfois même l'heure et l'endroit du passage. Pendant une courte période, on introduisit aussi un mot de passe, mais ce système échoua à cause de l'indiscrétion de certains desdits agents.»

En 1944, après le débarquement de Normandie et de Provence, les sources

de renseignement tarissent à nouveau. Si de nombreux Français avaient accepté de fournir des informations sur leurs ennemis, les Allemands, ils refuseraient d'en livrer sur les troupes qui les libèrent. Le SR suisse se trouve dans l'obligation de reconstituer ses réseaux, alors que les mesures de sécurité prises par les Alliés sont aussi gênantes que celles des occupants allemands.

La belle étude de Pierre Braunschweig, qui mériterait une traduction française, cerne avec finesse et rigueur le rôle de pionnier du colonel brigadier Roger Masson au sein du service de renseignement suisse. Elle fait comprendre les raisons qui l'ont poussé vers Schellenberg, la seule aventure vraiment dangereuse pour son service et son pays dans laquelle Masson se soit lancé. Au niveau de l'histoire locale, le livre de Braunschweig dissipe même le halo de légende qui entoure les activités de renseignement en Ajoie. La réalité semble plus grise que ne le laissaient penser les récits «épiques» de certains témoins⁵.

H. de W.

⁵ Un texte consacré au bureau «Ajoie» a paru dans *Le Démocrate* du 8 novembre 1989.